

AUX



ELECTEURS TRAVAILLEURS

DU

Département de Seine-et-Oise.

CITOYENS,

Une question qui intéresse au plus haut degré la classe des travailleurs, a été agitée; celle d'envoyer des candidats aux différents comités du département pour représenter ces citoyens à l'Assemblée nationale. A cet effet, une quantité d'ouvriers de tous corps d'état, et autres citoyens réunis, ont procédé par acclamations au choix de ces candidats; sept de leurs frères ont été élus, et je suis fier d'être un de ceux qu'ils ont appelé à remplir cette honorable mission.

Il est donc de mon devoir, Citoyens, de tâcher de justifier ici la confiance qu'ils m'ont accordée par leurs suffrages.

Ainsi, à ceux qui me connaissent, je ne dirai rien... A ceux qui ne me connaissent pas,

1848

64

je dirai : Je suis enfant de Versailles, né de parents pauvres, mais dignes travailleurs. Elevé comme beaucoup à l'école sinon de la misère, au moins de la gêne, j'ai donc été tout jeune témoin des besoins de cette classe laborieuse. Mon instruction fut celle qu'on donnait à l'époque aux enfants de ma condition (*l'école gratuite*), dont le titre seul indique assez dans quelle proportion cette éducation était donnée.

J'en voudrais donc une plus étendue et plus libérale pour mes frères, qui puisse les mettre à même d'être dignes à l'avenir de remplir tout espèce de fonction dans la mesure de leur intelligence, et arriver enfin à la conquête de notre dignité d'*égalité*, si longtemps méconnue.

Dès l'âge de douze ans, je fus mis en apprentissage dans le rude métier de menuisier, et je n'ai depuis cessé de travailler, car travailler beaucoup doit être le mobile de tout homme, et c'est le mien. Mais avec l'âge vient le raisonnement qui, laissant voir les erreurs du passé, invite au moins à profiter des bienfaits du présent pour l'avenir.

J'ai donc cherché dans les mystères de la géométrie appliquée à ma profession, à devenir sinon un artiste distingué, au moins un ouvrier supérieur, et, je l'avoue en toute hu-

milité, ce que j'ai appris, ce que je sais, enfin, n'est un mystère pour personne; j'en ai fait profiter mes amis autant qu'il m'a été possible et toutes les fois qu'ils me l'ont demandé. Or, j'attribue donc aux actes de ma vie passée la considération et l'insigne honneur qui m'est dévolu, honneur qui m'est grandement payé par la douce satisfaction que j'éprouve de tant de marques d'intérêt.

Enfin, Citoyens, si j'étais appelé par votre vote à siéger à l'Assemblée nationale, j'ai la ferme conviction que je pourrais bien apporter des renseignements utiles à la construction de l'édifice social, en ce qui concerne l'amélioration immédiate du sort des travailleurs, en stimulant leur intelligence par les bienfaits de l'association et en évitant le chômage, qui est le plus grand vice de l'organisation actuelle, en attendant les bienfaits de l'organisation générale du travail, qui est une œuvre immense et dont je prévois cependant la solution possible. Je pourrais, je crois, beaucoup travailler à cette œuvre, moi qui connais les besoins et les ressources d'une grande partie de la classe ouvrière, et qui connais aussi leurs prétentions, qui ne sont certes pas exagérées. Mais il est, je crois, de première nécessité de remédier en ce sens à beaucoup d'abus qui pour-

raient nuire à la sécurité et au respect dû aux personnes et à la propriété. Je pourrais bien aussi être utile au petit commerce et à l'industrie en matière d'entreprise.

En un mot, je dirai : J'entends et je vois très-clair. Je ne me rappelle pas jusqu'alors avoir rencontré d'obstacles que je n'aie pu surmonter par l'activité et la persévérance.

Enfin, je maintiendrai courageusement la légende républicaine : *Liberté, Égalité, Fraternité.*

VIVE LA RÉPUBLIQUE.

COSTEAU AÎNÉ, ouvrier,

Boulevard de la Liberté, 18,
à Versailles.

Organisation
du Travail
par l'Association.

JOURNAL DES TRAVAILLEURS.

Plus
d'exploitation
de l'homme par l'homme.

Bureaux provisoires :
rue Constantine, 11.

FONDÉ PAR LES OUVRIERS DÉLÉGUÉS AU LUXEMBOURG.

Conditions de l'abonnement :
Paris : 6 fr. — Départements : 7 fr.
Les Corporations d'ouvriers sont in-
vitées à communiquer des
renseignements.

Les Manuscrits ne sont point rendus
et doivent être signés.

Paraissant le Dimanche et le Jeudi.

SOMMAIRE.

Vive la République. — A Louis Blanc. — Règlement
constitutif de la Société des corporations réunies. — Ur-
banité de la garde nationale modérée. — Ateliers na-
tionaux (suite). — Nouvelles des corporations. — Bul-
letin de l'extérieur. — Avis.

PARIS, 11 JUIN.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Quel est le Français qui, depuis février, n'a pas
crié : Vive la République?

Est-il un sinécure engraissé par la monarchie,
un noble aux parchemins poudreux, un héros d'agio-
tage, un marchand exploiteur, un valet de cour
qui ne soit venu prendre part au cri général?

Non ! le concert a été unanime ; mais depuis long-
temps, hélas ! ils ne sont plus d'accord. Aujourd'hui,
dégagés de leur faux enthousiasme, ils se demandent
même, avec ce qui leur reste de bonne-foi : Qu'est-ce
donc que la République?

Voilà qui aide à comprendre qu'Aristide ait été
banni par les Grecs ; voilà ce qui explique, mieux en-
core que l'histoire, pourquoi notre République aînée
a été condamnée, par nos pères, à un ostracisme de
quarante-quatre ans.

Reprenons. Nous aussi, nous avons crié *vive*, et no-
tre cri a été un cri d'espoir. Maintenant nous nous
adressons, comme tant d'autres, cette question :
Qu'est-ce que la République ? — Ce mot paraissant
signifier gouvernement de tous, nous examinons. Or,
ni les actes du pouvoir, ni les institutions existantes,
ni enfin les tendances de nos faiseurs de lois, ne nous
rapprochent de l'idée que nous avons pu nous faire
d'un gouvernement républicain.

Nous sommes donc réduits à nous poser cette nou-
velle et affligeante question : *Que sera notre Répu-
blique ?*

Sera-ce la vieille machine constitutionnelle, à la
quelle on n'aura supprimé qu'un rouage appelé
royauté et ajouté cinq rouages appelés *pouvoir exécutif* ?
Vraiment, si nous n'avons pas foi dans l'avenir,
nous serions tentés de le croire. Qu'y a-t-il de
changé ?

Les Tuileries sont devenues Invalides civils ; —
le Luxembourg est devenu les Tuileries.

Le *Journal des Débats* se nomme le *National*.

Les ex-procureurs du roi qui se sont illustrés dans
les procès de tendance étaient, hier encore, procu-
reurs de la République.

La chambre des députés a subi un grand change-
ment — de local... c'est vrai !

Les représentants sont salariés, — et on laisse dans
un sommeil léthargique la grande question des incom-
patibilités, agitée sous la feue-monarchie.

La peine de mort est abolie. — Le donjon de Vin-
cennes est debout.

La liberté de réunion est désormais consacrée ; —
mais les rassemblements seront dissipés par la *force*.

Les sergents de ville sont supprimés... — ou au
moins l'uniforme.

Le chiffre de la garnison est fixé à 4,500 hommes,
— ce qui n'empêche pas les régiments d'entrer dans
la place.

Les apostilles sont interdites. — Les sollicitations
continuent.

La liberté de la presse est illimitée. — On s'occupe
de rétablir le timbre, le cautionnement...

La place nous manque pour énumérer les flagrantes
contradictions du provisoire avec ce que l'on nomme
le définitif.

Il suffit de ce court examen pour voir que quantité
de noms sont changés. C'est beaucoup, sans doute ;
mais le peuple des barricades trouve que ce n'est
point assez. Peuple insatiable !

Nous entendons d'avance nos antagonistes ergoter
sur l'inexactitude de nos parallèles, et nous dire d'un
air courroucé : — Que voulez-vous donc ? Est-ce la
République de Sparte ? — Non, des rois, des esclaves,
nous n'en voulons pas. — Est-ce la République
romaine ? — Des consuls, des triumvirs, des dicta-
teurs, nous n'en voulons pas. — Est-ce la République
de Venise ? — Un doge, un conseil des... nous n'en
voulons pas. — Est-ce la République américaine ? —
Un président, toujours des esclaves, nous n'en voulons
pas.

Ici, le citoyen Victor Hugo nous interpelle : —
Est-ce donc le pastiche de 93 qu'il vous faut ? *la
planche aux assignats et la bascule de la guillotine ?* —
Bien moins encore, respectable académicien. — Mais,
enfin que voulez-vous donc ? — Une République *dé-
mocratique et sociale*.

Une République qui soit véritablement le gouver-
nement de tous ; qui, ne se bornant pas à écrire sur
son drapeau : liberté, égalité, fraternité, fasse passer
cette admirable devise dans toutes ses institutions.

Dont les lois soient aussi simples, mais aussi sub-
stantielles que le texte de l'évangile.

Dont les armées soient industrielles, et non pas seu-
lement militaires.

Dont la politique, ne comportant plus une compli-
cation de ressorts, repose sur le bon droit et la
vérité.

Dont les enseignements soient grands, répandus et
à la portée de tous.

Une République où le travail de l'intelligence et
celui des mains soient justement honorés, équitable-
ment rétribués.

Où, partant, la richesse soit déversée sur tous, la
misère impossible.

D'où la faveur soit bannie.

Où le mérite prenne sa place.

Où la justice ne puisse plus faillir.

Une République, en un mot, qui soit assise sur une
base assez large pour s'étendre au-delà de la France,
au-delà du continent, au-delà des mers.

Vienne cette République là.

Nous crierons *vive la République !!!*

Jules SALMON.

A LOUIS BLANC.

Citoyen,

Nous sommes depuis longtemps habitués à ta parole. — En
révolution, les heures sont des années, et nous t'aimons trop
pour ne pas te demander pourquoi maintenant tu gardes le
silence ?

Serait-ce que ton âme généreuse se trouverait fatiguée de
la lutte ? Ton noble cœur faillirait-il à la tâche qu'il s'est lui-
même imposée ?

Nous le savons ; il est dans la vie de ces instants où les plus
forts sont abattus ; l'amour de l'humanité impose de si cruels
sacrifices à ceux qui comme toi en sont embrasés !

Mais, nous aussi, nous souffrons et ta parole relèverait notre
courage, raviverait nos espérances. Tu ignores peut-être que
ton silence est interprété par tes ennemis, qui, ne pouvant
anéantir l'idée que tu représentes, se vengent sur toi de leur
impuissance.

Ils disent : que tu ne peux soutenir la lutte, et que comme
un voyageur marchant au hasard, tu t'es égaré au milieu du
chemin.

Ils savent bien qu'ils mentent, car il y a à peine quelques
jours qu'ayant osé t'attaquer, ils ont été écrasés par ta loyauté.

Nos frères, les Travailleurs, pour lesquels on n'a su créer
que des lois répressives, se plaignent de ton silence et en cher-
chent la cause sans pouvoir la définir.

Que tu ne t'épuises pas en stériles efforts pour essayer de
convaincre des aveugles et des sourds, les travailleurs le com-
prennent sans hésiter, mais il n'en est pas un qui ne se de-
mande pourquoi ton silence s'étend jusqu'à eux.

Ils se rappellent ces jours solennels où tu leur montras
l'avenir ayant pour réel symbole les trois mots qui jusqu'à pré-
sent n'ont été qu'un mensonge, car la misère et le dédain sont
encore nos seuls apanages. Les faiseurs de lois, les gouver-
nants ne connaissent encore que les baionnettes pour répon-
dre à nos plaintes.

Le peuple est toujours pour eux la *populace* qu'il faut promp-
tement baillonner sans s'inquiéter de ses cris.

Pour ces hommes bronzés par l'égoïsme, l'avenir est cou-
vert d'un voile qu'ils n'osent pas même soulever dans la crainte
d'y trouver la condamnation de leurs pensées et de leurs actes.

Citoyen, tu dois le comprendre ; ta parole est nécessaire
pour pétrifier les hommes sans conscience, pour porter l'es-
poir au cœur des découragés et des timides.

Nous avons besoin de savoir si c'est la lassitude qui l'opresse
et le condamne au silence, ou bien le mépris pour le mal que
tu vois faire qui s'empare de ton âme.

Nous nous souvenons du 27 avril ; tu nous disais : *A ceux
qui ont une conviction profonde, à ceux que l'idée de justice
domine sans réserve, il est commandé de combattre jusqu'à la
mort !...*

Et nous, de te répondre : *Vive la RÉPUBLIQUE DÉMO-
CRATIQUE ET SOCIALE.*

A ce cri qui est dans nos cœurs ainsi que sur nos lèvres, il
est impossible que tu gardes le silence.

Ainsi que nous, tu as subi de l'existence tout ce qu'elle peut
contenir de plus amer. *Moi, aussi, nous as-tu dit. j'ai été pau-
vre ; moi aussi, j'ai vécu à la sueur de mon front ; moi aussi,
des mes premiers pas dans le monde j'ai porté tout le fardeau
d'un ordre social inique, et c'est alors que devant Dieu, devant
ma conscience, j'ai pris l'engagement, si je cessais un jour d'être
malheureux, de ne jamais oublier ce qui fait le malheur d'un
si grand nombre de mes frères.*

Nous savons que de ta part ce serment était fait avec toute
la pureté, avec toute la conviction que tu apportes dans tes
actes et dans tes écrits. Si nous te le rappelons aujourd'hui,
c'est que nous sommes inquiets, affligés de ton silence et que
dans une famille, lorsque le chef agit ainsi, c'est pour les en-
fants un mauvais présage.

Salut et fraternité,

UN ENFANT DU PEUPLE.

RÈGLEMENT CONSTITUTIF DE LA SOCIÉTÉ DES CORPORATIONS RÉUNIES.

Art. 1^{er}. Il est formé entre les Travailleurs qui ad-
hèrent aux principes et aux statuts qui suivent, une
société sous le titre de Société des corporations
réunies.

Art. 2. La Société des corporations réunies a pour
but : l'abolition de l'exploitation de l'homme par
l'homme par l'association immédiate des producteurs,
par la création d'ateliers d'ouvriers associés.

A cet effet, UN PLAN D'ASSOCIATION GÉNÉRALE SERA SOU-
MIS AUX DÉLIBÉRATIONS DES SECTIONS AUSSÎT QU'ELLES
SERONT ORGANISÉES.

Organisation.

Art. 3. Le comité central des délégués des corps
d'état pour l'organisation du travail se divise en co-
mités d'arrondissement en communication directe
avec lui.

Art. 4. Chaque comité d'arrondissement se divise
en sections correspondant avec lui. Ce comité se com-
pose des délégués résidant dans l'arrondissement et du
secrétaire rapporteur de chaque section.

Art. 5. Les sections sont formées des sociétaires qui
adhèrent aux présents statuts.

Art. 6. Le nombre des sections est en raison du
nombre des affiliés.

Pour la banlieue, chaque commune formera une
section : les communes comprises dans l'enceinte des
fortifications se rattacheront aux arrondissements de
Paris qui leur seront assignés.

Art. 7. Pour faciliter les communications et la pu-
blicité : les sections se divisent en centurions, les cen-
turions en décuries. En conséquence, il est nommé un
centurion par cent sociétaires, un décurion par dix.

Les communications ont lieu de la manière sui-
vante : Le comité central s'adresse aux comités d'ar-
rondissement, le comité d'arrondissement aux chefs
de sections, les chefs de sections aux centurions, les
centurions aux décurions, les décurions aux sec-
tionnaires.

Mode d'admission.

Art. 8. Tout ouvrier voulant faire partie de la So-
ciété des corporations réunies devra se faire inscrire
à la section de son quartier ou se faire présenter par

1 Juin 1848.

Prix : 5 centimes.

1^{re} année. - N° 1.

ABONNEMENT.

Paris : 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.
Dép. : 30 — 15 — 7 50.
Rue du Bouloy, 26.

LE TOCSIN

COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

DES TRAVAILLEURS.

PARIS, 31 MAI.

CE QUE NOUS VOULONS.

Depuis près de soixante ans que la France rompt avec le passé, la seule révolution faite ouvertement en vertu des *droits du travail* est celle du 24 février 1848. Or, la cause du travail et celle du peuple n'en font qu'une. Le grand travailleur de Dieu, celui qui opère ses miracles sur la terre, c'est le peuple. Donc, nous voulons que sa révolution, la seule qui soit bien à lui parce qu'elle ne procède que de lui, ne lui soit pas volée....

Ou nous donnerons l'alarme aux travailleurs, nous avons le tocsin.

Pouvons-nous laisser faire l'Assemblée constituante et dormir? Sans doute cette assemblée veut le bien; mais il s'y trouve tant de bonnes intentions en paletot ou en frac! La blouse y est si rare qu'elle a l'air d'y faire tache. La blouse était l'uniforme des barricades; ce n'est qu'une exception dans la représentation nationale. Le proverbe a beau dire que *l'habit ne fait pas le moine*; ce qui trop souvent est vrai, c'est que *l'habit fait le bourgeois*.

Prenons garde, ayons la main sur le tocsin.

Est-ce que le Comité exécutif est propre à nous rassurer? Le lendemain de la révolution, on garantissait au peuple un labeur quotidien; on logeait le problème de l'organisation du travail au Luxembourg; on instituait des ateliers nationaux. Ne semblait-il pas que l'Etat devenait le père de la grande famille? Aujourd'hui les ateliers nationaux vont être dissous. Le Luxembourg a reçu d'autres locataires. Le *National* épilogue sur les garanties affichées par l'Hôtel de Ville, à la grande joie du *Siècle*. Ce que le gouvernement provisoire a écrit, le Directoire interimaire commence à le raturer. Enfin, l'Etat donne sa démission de ses entrailles paternelles, cela le mettait sur les dents.

Alerte! un premier coup de tocsin.

Et à qui nous fierons-nous? Aux *républicains de la veille*? Parlons-en vite. La plupart de ces messieurs sont d'avis qu'avec un roi de moins et le suffrage universel de plus, le peuple tient la *meilleure des républiques*, surtout s'ils sont en place. Un roi de moins, comme cela suffit à remplir la poche du peuple! Le suffrage universel, comme cela le rassasie! Grand merci, messieurs. Le langage de ces républicains fossiles nous rappelle ces gens que l'Évangile réprovoque; on leur demande du *pain* et ils donnent... une *pièce*.

Vite! un second coup de tocsin!

Serions-nous assez insensés pour compter sur les *républicains du lendemain*? D'avance nous le savons, si la République perpétuait l'exploitation du travail par le capital et les misères du prolétariat, plusieurs de ces royalistes d'hier seraient des Brutus. Ce qu'ils regrettent dans le trône tombé, c'est l'abri de leur pot-au-feu. Selon eux, la couronne constitutionnelle est le meilleur couvercle de la marmite bourgeoise. L'une est faite pour l'autre, et réciproquement.

Vite, vite, un troisième coup de tocsin!

En vérité, lorsque tant de petits complots monarchique s'étaient en plein soleil de mai, lorsque l'amélioration sérieuse du sort des travailleurs est traversée par tant de sourdes résistances, nous croyons encore voir, sur le balcon des Tuileries, l'égoïsme carré de Louis-Philippe. Cependant les Tuileries sont désertes; le vieux roi est à Londres et le vieux parti conservateur à l'ombre. Que s'est-il donc passé? Ah! nous avons grand-peur de retrouver la mauvaise queue de M. Guizot dans la légion de M. Thiers, jusque dans la phalange du maire de Paris...

Pour le coup, ma foi, nous sonnerions le tocsin à toute volée.

Ayons patience. La précipitation est toujours funeste. Seulement, que les travailleurs le sachent bien, ils ne doivent se fier qu'à eux-mêmes. Et ce qui les rendra plus invincibles que des piles de pavés, c'est la foi dans leur avenir. Ce qui porte plus loin que le fusil, c'est un principe vrai qui se propage avec la rapidité de la lumière. Quand un peuple sait bien ce qu'il veut, qu'a-t-il besoin d'armes? Il unit l'intelligence à la force, son calme fait la loi.

Dès-lors, qu'est-ce que les travailleurs ont à faire aujourd'hui? à *savoir* et à *vouloir*.

Il en est beaucoup qui, pour nourrir le présent, font volontiers le sacrifice de tout droit et de tout espoir. Parlez-leur de fraternité, d'association, d'organisation du travail, ils hochent la tête et répètent servilement le propos des bourgeois sans cervelle et sans cœur : *c'est un rêve*. Ayez de l'ambition pour eux, vous serez devant eux un fou ou un fourbe. Tâchez de leur montrer une perspective consolante, ils se rencognent dans leur misère et ne songent qu'à joindre péniblement les deux bouts, voilà tout leur avenir. Pauvres gens, la souffrance les a écorés! Ce sont eux que les réactionnaires appellent les *bons ouvriers*, en attendant qu'ils les fassent décorer. Ce sont tout simplement les *traîtres* de la grande armée des travailleurs.

Frères, pressez le pas au son de notre tocsin.

D'autres ont le fougueux enthousiasme de l'espérance. Ce sont les impatientes qui voudraient d'un bond toucher au but. Le chemin est si rude qu'il faut bien les excuser d'aspirer à l'abrégé. Ce sont eux que les réactionnaires nomment les *mauvais ouvriers*. Non, c'est une généreuse et bouillante avant-garde qui se dévouerait intrépidement pour le salut commun, mais qui a le tort de croire qu'on prend toutes les questions d'assaut.

Frères, ne vous élanchez pas si loin du corps d'armée, écoutez notre tocsin.

Le corps d'armée, c'est cette masse de travailleurs qui n'aime pas à courir les aventures, mais qui ne lâche jamais pied et poursuit invariablement son but d'étape en étape. Le corps d'armée ne se compromet pas dans des escarmouches, il est solide aux grands jours. Tout ira bien, pourvu que les uns n'aillent pas trop en avant et que les autres ne restent pas trop en arrière.

Frères, ne vous séparez plus, et que notre tocsin vous rallie!

Oui, soyons unis, nous serons forts. Attachons-nous inébranlablement à notre République, nous serons deux fois forts. La République, telle que nous la voyons à cette heure, n'est pas la Terre-Promise, où les travailleurs doivent entrer et jouir de la répartition équitable des fruits de leurs sueurs; mais elle est le premier degré de leur ascension vers le nouvel ordre social qui donnera largement à tous le pain quotidien du corps, de l'esprit et de l'âme.

Courage, travailleurs! vous avez fait la révolution de février, c'est à vous de sauver votre révolution. Pour nous, nous nous efforcerons de vous y aider, et l'œil ouvert, l'oreille au guet, nous ne laisserons pas notre tocsin muet à l'heure du péril; s'il le faut, nous mettrons le carillon de la partie.

La vie et la mort.

Les soldats de la tyrannie donnent la mort; les soldats de la liberté donnent la vie.

Les premiers obéissent à ce signal : *joue-feu*. Qu'ont-ils fait? des cadavres. Les seconds ne combattent qu'à ces mots : DIEU, AMOUR, LIBERTÉ. Leur arme, c'est leur âme, et dès que la raison commande, oublieux de tout intérêt personnel, ils s'élancent et dispersent autour d'eux les éclats brûlants

et comme la mitraille enflammée de leur conscience Qu'ont-ils fait? des vivants.

Les soldats de la liberté ne tuent pas, ils vivifient; ils ne consomment pas, ils éclairent; ils ne divisent pas, ils concilient; ils ne dépouillent pas, ils donnent, et, pour tout salaire, ne réclament qu'une étincelle de cet amour que Dieu distribue à tous et dont il est le foyer.

Vous qui ne savez que meurtrir et tromper, nous ne voulons pas vous frapper, mais vous guérir. Vous avez organisé la famine parmi nous, nous ne voulons pas vous punir en stérilisant votre individualisme, nous voulons ranimer vos cœurs desséchés et vous convier au saint banquet de la Fraternité.

Nous ne vous rendons pas responsables de la science diabolique que vous professez. Vous avez été élevés de la sorte, et comme vous avez sucé un lait corrompu, vous avez la corruption jusque dans votre esprit, la faute n'en est pas à vous. Mais nous en avons gravement pâti, nous, et voilà pourquoi, à bout de patience, nous avons fait notre révolution.

Défiez-vous de votre savoir, il en est temps. De quoi votre intelligence est-elle meublée? De tous les sophismes d'une vieille science, de tous les préjugés d'une société caduque. Votre tête est pleine, mais elle est mal remplie; n'importe, votre pédantisme et votre intérêt la ferment à toute idée neuve. Pour exclure la vérité qui se présente, votre intérêt se fait pédantisme, votre pédantisme se fait intérêt, la lettre morte chasse l'esprit vivant, et parce que vous êtes savantissimes, vous êtes les ignorants de l'époque.

Heureux les simples d'esprit! Comprenez-vous enfin cette parole? La voici qui se vérifie sous vos yeux. Les simples d'esprit ont le cerveau vide de tout ce qui encombre le vôtre; dès-lors l'idée neuve y pénètre sans empêchement et s'y loge. Les simples d'esprit n'ont pas leur raison embarrassée dans toutes vos complications subtiles, et leur âme est grandement ouverte à la vérité, dès qu'elle arrive. N'ayant rien à perdre à l'acquiescer, pas même la vieille science dont ils sont aussi deshérités, ils accueillent l'esprit vivant, et parce qu'ils sont ignares, ils sont les savants de l'époque.

Oui, heureux les simples d'esprit, c'est à eux les premiers que Dieu se communique, ce sont eux qui remontent plus librement vers la source éternelle de tout devoir et de tout droit, vers Dieu. Leur tête ne leur pèse pas sur le cœur pour en comprimer les aspirations, et lorsque les docteurs se plaisent dans les ténèbres de la mort, eux se laissent ravir à la lumière et à la vie.

Frères savants et riches, nous voulons vous aimer. Frères qui soutenez la tyrannie, nous vous aimons. Car nul ne fait le mal par plaisir, mais par manque de foi. Frères pauvres et ignorants comme nous, voyons et pensons tous en Dieu, et le monde est sauvé.

DELENTE.

Mise en accusation de M. Louis Blanc.

Le coup était attendu, il n'en est pas moins surprenant.

Quoi! c'est le 31 mai, deux semaines après l'attentat du 15, que M. Louis Blanc est accusé d'y avoir trempé? Il a fallu tout ce temps pour découvrir les traces de sa complicité? C'était donc une trame savamment et ténébreusement ourdie? Innocents que nous étions! Nous avions cru que cette fameuse conspiration du 15 mai s'était improvisée à la barbe même de l'Assemblée constituante, sous l'influence d'un beau soleil de printemps et de généreuses inspirations démocratiques que ce soleil avait ranimées.

Dieu nous garde de ne pas condamner la violation de l'Assemblée nationale! C'est à notre avis une faute